

**RAPPORT D'ACTIVITÉ PORTANT SUR L'ANNEE 2024  
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS  
DES LANDES**

*Rapport établi conformément à l'article R. 712-12 du Code de la consommation<sup>1</sup>*

Préambule, la commission de surendettement des particuliers des Landes est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 19 reprises au cours de l'année sous revue.

**Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission**

**Dépôts de dossiers et redépôts**

L'année 2024 est marquée dans les Landes par une croissance marquée des dépôts à +18,6% par rapport à 2023, pour un total de 847 dossiers (contre 714 en 2023). Cette progression est plus marquée qu'en Nouvelle-Aquitaine (+11,5%) ou au niveau national (+10,8%). Le volume des dépôts se rapproche sensiblement de celui d'avant crise sanitaire (-2,2% par rapport à 2019).

Près d'un tiers des dossiers (33,2%) sont des redépôts mais cette part est en baisse marquée (39,8% en 2023), et à un niveau moindre que la région (36,3%) et la France (35,9%).

Les saisines en ligne progressent à 23% (contre 18,2% en 2023) à un niveau supérieur à celui de la région (18,4%)

**Recevabilité et orientation**

Les dossiers examinés en séance ont été déclarés recevables pour 95,6% d'entre eux et irrecevables pour les 4,4% restants, part moins importante qu'en Nouvelle-Aquitaine (6,4%) et en France (7,8%).

Les dossiers recevables ont été orientés selon la répartition suivante :

-67,5% en réaménagement des dettes

-32,2% en rétablissement personnel sans liquidation judiciaire

-0,3% en procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire

La part de l'effacement des dettes est plus faible dans les Landes qu'au niveau de la région (36,7%) et du national (38,9%).

La part des dossiers sans capacité de remboursement, en l'absence d'un bien immobilier, est de 40,5% (contre 38,6% en 2023).

**Conciliation / mesures imposées / mesures d'effacement de dettes (explication à donner sur la répartition des dossiers traités)**

La commission de surendettement a traité 812 dossiers en 2024 contre 705 en 2023 soit une progression de 15,2%.

Dans ces dossiers traités, 70 ont été clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) et 36 ont été déclarés irrecevables.

450 dossiers ont bénéficié d'une procédure de réaménagement des dettes avec

-81 plans conventionnels de redressement définitifs conclus (dont 46 ont prévu le remboursement de l'intégralité de l'endettement et 35 qui ont fait état d'un plan d'attente ou de report des dettes)

-369 mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement ont été élaborées

**Mesures pérennes et mesures provisoires**

71,2% des dossiers traités concernent des solutions pérennes.

<sup>1</sup> « Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

**RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT  
AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES  
ORGANISMES TIERS**

| <b>Relations avec les parties prenantes de la procédure</b>                                                             | <b>Nombre de réunions<sup>2</sup></b>                                                      | <b>Objectif / Thème de la réunion</b>                                                                                                                                                    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Tribunal ou greffe du tribunal                                                                                          | 1                                                                                          | Présentation du rapport d'activité.                                                                                                                                                      |
| Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX)                                   | 10                                                                                         |                                                                                                                                                                                          |
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL)                                        | <i>Nombre de réunions : 4<br/>Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés : 66</i> | Formation auprès d'étudiants de la MFR de Castelnau-Chalosse sur les thématiques du surendettement et de l'inclusion bancaire.                                                           |
| Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale                                                        | <i>Nombre de réunions<br/>Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés</i>          |                                                                                                                                                                                          |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière | <i>Nombre de réunions<br/>Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés : 76</i>     | Animations auprès de divers acteurs de la sphère sociale (CTRCE, PEP40,...) sur les thématiques des fichiers, de l'inclusion bancaire, du budget et du surendettement                    |
| Autres parties prenantes :<br>Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs...    |                                                                                            | Une action de formation auprès de 13 mandataires judiciaires sur la procédure de surendettement                                                                                          |
| Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale...)                      |                                                                                            | Diverses actions auprès de jeunes entrepreneurs, de collégiens ou lycéens sur la thématique du budget dont 131 dans le cadre du SNU, 22 à la Mission Locale, 70 collégiens et 70 lycéens |

**Relations avec les Tribunaux :**

L'objectif de cette concertation visait à présenter le rapport d'activité de la commission de surendettement mais aussi à échanger sur les pratiques en matière de surendettement.

**Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX) :**

Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d'expulsions des ménages surendettés.

## PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

### Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

Difficultés à respecter les mesures de remboursement quand la situation financière se dégrade, même modérément et/ou temporairement, n'offrant que le redépôt comme solution.

L'accompagnement social et budgétaire ne revêt pas un caractère obligatoire de telle sorte qu'une simple préconisation n'est pas suivie d'effets.

### Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

Difficultés de compréhension des courriers adressés par la Commission.

Respect et suivi des mesures rendus difficiles par le changement de paliers de remboursement mais aussi par la perte du courrier de validation.

### Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

Des organismes de recouvrement continuent de relancer les débiteurs malgré la mise en place de mesures, pas informés par le créancier principal.

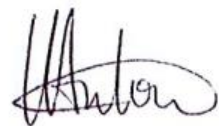
La restitution d'un véhicule en LOA implique souvent la demande d'un micro-crédit après la mise en place de mesures qui n'avaient pas intégrées cette mensualité supplémentaire

Date : 21 février 2025

Le président de la commission



Le secrétaire de la commission



Yohan ANTONIO

**ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ**  
**DONNÉES D'ACTIVITE**

| Indicateurs                                                                                                                                | 2023       | 2024       | variation<br>2024/2023 en<br>% |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|--------------------------------|
| <b>Dossiers déposés</b>                                                                                                                    | <b>714</b> | <b>847</b> | <b>18,6%</b>                   |
| Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre)                                                                                       | 39,8%      | 33,3%      |                                |
| Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre)                               | 15,9%      | 12,6%      |                                |
| <b>Dossiers décidés recevables par la commission</b>                                                                                       | <b>649</b> | <b>737</b> | <b>13,6%</b>                   |
| Proportion de dossiers recevables avec résidence principale                                                                                | 14,5%      | 14,2%      |                                |
| <b>Dossiers décidés irrecevables par la commission</b>                                                                                     | <b>41</b>  | <b>36</b>  | <b>- 12,2%</b>                 |
| Proportion de dossiers irrecevables avec bien immobilier                                                                                   | 12,2%      | 27,8%      |                                |
| <b>Dossiers orientés par la commission</b>                                                                                                 | <b>653</b> | <b>738</b> |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier                | 38,6%      | 40,5%      |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ)                | 38,9%      | 32,2%      |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ) | 0,3%       | 0,3%       |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réaménagement de dettes                                                          | 60,8%      | 67,5%      |                                |
| <b>Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G)</b>                                                                                    | <b>705</b> | <b>812</b> | <b>15,2%</b>                   |
| Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A)              | 5,7%       | 8,6%       |                                |
| Proportion de dossiers décidés irrecevables (B)                                                                                            | 5,8%       | 4,4%       |                                |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C)                                                                                        | 35%        | 31,3%      |                                |
| Proportion d'accords débiteur sur PRP avec LJ (D)                                                                                          | 0,1%       | 0,2%       |                                |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E)                                                                          | 11,3%      | 10%        |                                |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F)                                   | 5,5%       | 5,7%       |                                |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes)           | 5,8%       | 4,3%       |                                |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G)                                                              | 42%        | 45,4%      |                                |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H)                       | 35,6%      | 34%        |                                |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement                                              | 19,4%      | 16,7%      |                                |

|                                                                                                                                                         |       |       |  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-------|--|
| <i>Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances)</i>           | 6,4%  | 11,5% |  |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement (C+D+F+H)                                                                       | 76,3% | 71,2% |  |
| <b>Décisions du juge infirmant la décision d'irrecevabilité ou de déchéance de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)</b> | 2     | 2     |  |
| <b>Décisions du juge infirmant la décision de recevabilité de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)</b>                  | 14    | 5     |  |

### **STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION**

|                                                                                              | <b>Données commission</b> | <b>Données région</b> | <b>Données nationales</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|-----------------------|---------------------------|
| Part des dossiers décidés irrecevables par la commission*                                    | 4,4%                      | 6,4%                  | 7,8%                      |
| Part des accords commission sur Mesures imposées suite RP sans LJ*                           | 31,3%                     | 33,1%                 | 34,5%                     |
| Part des plans conventionnels conclus*                                                       | 10%                       | 8,9%                  | 6,5%                      |
| Part des accords commission sur mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement* | 45,4%                     | 42,7%                 | 43%                       |
| Taux de solutions pérennes réglant la situation de surendettement*                           | 81,9%                     | 83,1%                 | 84,2%                     |

\*en % de dossiers traités

**ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ**  
**TYPOLOGIE DE L'ENDETTEMENT**

| Nom commission | Type de dettes                     | Encours des dettes en milliers € | Nombre de dossiers traités | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|----------------|------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| commission     | <b>Dettes financières</b>          | 25 178                           | 574                        | 3 010            | 76,5%                          | 82,2%                          | 19 749                  | 4                                     |
|                | dont dettes immobilières           | 9 714                            | 85                         | 131              | 29,5%                          | 12,2%                          | 99 563                  | 1                                     |
|                | dont dettes à la consommation      | 14 961                           | 536                        | 2 516            | 45,5%                          | 76,8%                          | 16 818                  | 4                                     |
|                | dont autres dettes financières     | 503                              | 299                        | 363              | 1,5%                           | 42,8%                          | 849                     | 1                                     |
|                | <b>Dettes de charges courantes</b> | 3 388                            | 474                        | 1 619            | 10,3%                          | 67,9%                          | 3 213                   | 3                                     |
|                | <b>Autres dettes</b>               | 4 348                            | 359                        | 738              | 13,2%                          | 51,4%                          | 1 792                   | 2                                     |
|                | <b>Endettement global</b>          | 32 914                           | 698                        | 5 367            | 100%                           | 100%                           | 20 973                  | 7                                     |

| Nom géographique | Type de dettes                     | Encours des dettes en milliers € | Nombre de dossiers traités | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|------------------|------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| REG              | <b>Dettes financières</b>          | 328 795                          | 8 473                      | 40 846           | 73,1%                          | 79,9%                          | 16 450                  | 4                                     |
|                  | dont dettes immobilières           | 126 255                          | 1 211                      | 1 896            | 28,1%                          | 11,4%                          | 91 691                  | 1                                     |
|                  | dont dettes à la consommation      | 194 872                          | 7 757                      | 33 626           | 43,3%                          | 73,1%                          | 14 853                  | 3                                     |
|                  | dont autres dettes financières     | 7 667                            | 4 323                      | 5 324            | 1,7%                           | 40,8%                          | 800                     | 1                                     |
|                  | <b>Dettes de charges courantes</b> | 51 813                           | 7 870                      | 26 599           | 11,5%                          | 74,2%                          | 3 523                   | 3                                     |
|                  | <b>Autres dettes</b>               | 69 145                           | 5 624                      | 12 737           | 15,4%                          | 53%                            | 1 975                   | 2                                     |
|                  | <b>Endettement global</b>          | 449 753                          | 10 605                     | 80 182           | 100%                           | 100%                           | 18 565                  | 6                                     |

## Rapport d'activité des commissions (Endettement) France métropolitaine

| Type de dettes                 | Encours des dettes<br>en milliers d'€ | Nombre de dossiers<br>traités (en unités) | Nombre de dettes<br>(en unités) | Part dans l'endettement<br>global | Part des dossiers<br>concernés | Endettement médian<br>en € | Nombre médian de<br>dettes par dossier |
|--------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|----------------------------|----------------------------------------|
| Dettes financières             | 3 155 446                             | 87 936                                    | 425 875                         | 0,7                               | 0,8                            | 15 432                     | 4,0                                    |
| dont dettes immobilières       | 1 157 353                             | 10 237                                    | 15 992                          | 0,3                               | 0,1                            | 95 846                     | 1,0                                    |
| dont dettes à la consommation  | 1 918 261                             | 79 915                                    | 349 499                         | 0,4                               | 0,7                            | 14 434                     | 3,0                                    |
| dont autres dettes financières | 79 832                                | 48 789                                    | 60 384                          | 0,0                               | 0,4                            | 795                        | 1,0                                    |
| Dettes de charges courantes    | 635 298                               | 83 473                                    | 271 826                         | 0,1                               | 0,8                            | 3 899                      | 3,0                                    |
| Autres dettes                  | 677 874                               | 58 824                                    | 131 111                         | 0,2                               | 0,5                            | 1 990                      | 2,0                                    |
| Endettement global             | 4 468 618                             | 109 694                                   | 828 812                         | 1,0                               | 1,0                            | 18 807                     | 7,0                                    |

Source : Banque de France